

Art. 9. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Art. 9. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

RÉGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1318

25 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon désignant des zones de protection des eaux de surface

Vu la directive 75/440/CEE du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres, modifiée par la directive 79/869/CEE du Conseil du 9 octobre 1979 relative aux méthodes de mesure et à la fréquence des échantillonnages et de l'analyse des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres;

Vu la directive 76/160/CEE du Conseil du 8 décembre 1975 concernant la qualité des eaux de baignade;

Vu la directive 78/669/CEE du Conseil du 18 juillet 1978 concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 17 février 1984 fixant les normes générales d'immission des eaux de baignade;

Vu l'arrêté royal du 17 février 1984 fixant les normes générales d'immission des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons modifié par l'arrêté royal du 9 décembre 1987;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1984 fixant les normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux douces de surface destinées à la production d'eau alimentaire;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté on entend par:

1° "eau alimentaire": eau destinée à la consommation humaine et distribuée par réseau

2° "lieu d'extraction": endroit de la prise d'eau où les eaux de surface destinées à la production d'eau alimentaire sont prélevées avant d'être envoyées au traitement d'épuration;

3° "zone d'eaux potabilisables": tronçon de cours d'eau où se trouve le lieu d'extraction;

4° "eaux de baignade": les eaux ou parties de celles-ci, douces, courantes ou stagnantes, dans lesquelles:

— la baignade est expressément autorisée par les autorités compétentes;

ou

— la baignade n'est pas interdite et habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs;

5° "zone d'eaux de baignade": l'endroit où se trouvent les eaux de baignade;

6° "eaux salmonicoles" les eaux dans lesquelles vivent ou pourraient vivre les poissons appartenant à des espèces telles que les saumons (*Salmo salar*), les truites (*Salmo trutta*), les ombres (*Thymallus thymallus*) et les corégones (*Coregonus*);

7° "eaux cyprinicoles" les eaux dans lesquelles vivent ou pourraient vivre les poissons appartenant aux cyprinidés (*Cyprinidae*), ou d'autres espèces telles que les brochets (*Exocoetis lucius*), les perches (*Perca fluviatilis*) et les anguilles (*Anguilla anguilla*);

8° "zone d'eaux piscicoles": l'endroit où se trouvent les eaux salmonicoles ou cyprinicoles;

9° "eaux naturelles": eaux de surface dont la composition naturelle n'est pas altérée par l'activité de l'homme et de ses animaux domestiques et qui possèdent une ou plusieurs caractéristiques chimiques ou physiques particulières;

10° "zone d'eaux naturelles": l'endroit où se trouvent les eaux naturelles;

11° "zone d'amont": tout ou partie du réseau hydrographique située à l'amont d'une zone de protection ou d'un lieu d'extraction;

- 12° "Ministre" : le Membre de l'Exécutif régional wallon qui a l'Eau dans ses compétences;
 13° "décret" le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Art. 2. Sont des zones de protection au sens de l'article 3, § 1^{er}, du décret:

- 1° les zones d'eaux potabilisables indiquées à l'annexe I du présent arrêté;
 2° les zones d'eaux piscicoles indiquées à l'annexe II du présent arrêté;
 3° les zones d'eaux de baignade, indiquées à l'annexe III, du présent arrêté;
 4° les zones d'eaux naturelles, indiquées à l'annexe IV, du présent arrêté;

Art. 3. Lorsque les zones de protection indiquées n'englobent pas un cours d'eau jusqu'à sa source, il peut être établi sur ce cours d'eau une zone d'amont.

Les zones d'amont sont indiquées dans les annexes I à IV selon la zone de protection à laquelle elles se rapportent.

Art. 4. Les valeurs paramétriques applicables dans les zones visées à l'article 2, 1°, 2° et 3° sont les normes générales d'immission prévues respectivement dans les arrêtés royaux du 25 septembre 1984 fixant les normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux douces de surface destinées à la production d'eau alimentaire, du 17 février 1984 fixant les normes générales d'immission des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons modifié par l'arrêté royal du 9 décembre 1987, et du 17 février 1984 fixant les normes générales d'immission des eaux de baignade.

Les valeurs paramétriques applicables dans les zones visées à l'article 2, 4°, et dans les zones visées à l'article 3 sont fixées par le ministre pour chaque zone considérée.

Dans les zones d'eaux potabilisables, les valeurs paramétriques sont applicables au lieu d'extraction.

Art. 5. § 1^{er} Le Ministre est compétent pour faire appliquer les régimes de dérogation prévus dans les directives 75/440 CEE du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres, modifiée par la directive 79/869/CEE du Conseil du 9 octobre 1979, 76/160/CEE du Conseil du 8 décembre 1975 concernant la qualité des eaux de baignade, 78/659 CEE du Conseil du 18 juillet 1978 concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons.

§ 2. En ce qui concerne la directive 75/440 CEE du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres, modifiée par la directive 79/869 CEE du conseil du 9 octobre 1979, il est permis de déroger dans les cas suivants:

- a) en cas d'inondations ou de catastrophes naturelles;
 b) pour certains paramètres marqués (O) dans l'annexe II de la directive 75/440 CEE en raison de circonstances météorologiques ou géographiques exceptionnelles;
 c) lorsque les eaux superficielles subissent un enrichissement naturel de certaines substances qui provoquerait un dépassement des limites fixées pour les catégories A1, A2 et A3 dans le tableau figurant à l'annexe II de la directive 75/440 CEE;
 d) dans le cas d'eaux superficielles de lacs à faible profondeur et à eaux quasi stagnantes, pour certains paramètres marqués d'un astérisque dans le tableau figurant à l'annexe II, cette dérogation n'étant applicable qu'aux lacs d'une profondeur ne dépassant pas 20 mètres, dont le renouvellement en eau prend plus d'un an et pour lesquels il n'y a pas d'écoulement d'eaux usées dans la nappe d'eau.

On entend par enrichissement naturel le processus par lequel une masse d'eau déterminée reçoit du sol certaines substances contenues dans celui-ci, sans intervention de la part de l'homme.

Lorsqu'un Etat membre a recours à une dérogation, il en informe immédiatement la Commission, en précisant les motifs et les délais.

§ 3. En ce qui concerne la directive 76/160 CEE du conseil du 8 décembre 1975 concernant la qualité des eaux de baignade, il est permis de déroger dans les cas suivants:

- a) pour certains paramètres marqués (O) dans l'annexe de la directive 76/160 CEE en raison de circonstances météorologiques ou géographiques exceptionnelles;
 b) lorsque les eaux de baignade subissent un enrichissement naturel en certaines substances qui provoquent un dépassement des limites fixées à l'annexe.

On entend par enrichissement naturel le processus par lequel une masse d'eau déterminée reçoit du sol certaines substances contenues dans celui-ci, sans intervention de la part de l'homme.

Lorsqu'un Etat membre a recours à une dérogation, il en informe immédiatement la Commission, en précisant les motifs et les délais.

§ 4. En ce qui concerne la directive 78/659 CEE du conseil du 18 juillet 1978 concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons, il est permis de déroger dans les cas suivants:

- a) pour certains paramètres marqués (O) dans l'annexe I de la directive 78/659 CEE, en raison de circonstances météorologiques exceptionnelles ou de circonstances géographiques spéciales;
 b) lorsque les eaux désignées subissent un enrichissement naturel en certaines substances qui provoquent le non-respect des valeurs prescrites à l'annexe I de la directive 78/659 CEE.

On entend par enrichissement naturel le processus par lequel une masse d'eau déterminée reçoit du sol certaines substances contenues dans celui-ci, sans intervention de la part de l'homme.

Art. 6. Les méthodes de référence et les fréquences minimales d'échantillonnage, d'analyse et d'inspection se rapportant aux zones de protection et aux zones d'amont sont celles fixées dans la réglementation relative aux normes générales d'immission prévues respectivement dans les arrêtés royaux du 25 septembre 1984 fixant les normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux douces de surface destinées à la production d'eau alimentaire, du 17 février 1984

fixant les normes générales d'immission des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons modifié par l'arrêté royal du 9 décembre 1987, et du 17 février 1984 fixant les normes générales d'immission des eaux de baignade.

En l'absence de méthodes fixées dans la réglementation relative aux normes générales d'immission, le Ministre peut en définir une.

Art. 7. Les sociétés de production d'eau alimentaire communiquent à la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, avant le 30 avril de chaque année, le résultat des mesures de la qualité de l'eau de surface prélevée.

Art. 8. L'arrêté du 20 juillet 1989 désignant des zones de protection des eaux de surface est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 octobre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Annexe 1 : zones d'eaux potabilisables

a) zone amont :

La Meuse de la frontière française à l'écluse n° 7 de Rivière.

b) zones d'eaux potabilisables :

1. Le Ri de Rome (bassin de l'Eau Noire) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage du Ri de Rome à Couvin.
2. L'Ourthe et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage du barrage de Nisramont à Houffalize.
3. La Warche et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage du barrage de Robertville à Waimes.
4. La Vesdre et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage du barrage d'Eupen à Eupen.
5. La Gileppe (bassin de la Vesdre) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage du barrage de la Gileppe à Baelen.
6. Le ruisseau de Mouhet (bassin de la Sûre) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage de Livarchamps à Bastogne.
7. La Meuse de l'écluse n° 7 de Rivière au captage en eau de Meuse situé à Tailfer.
8. Le ruisseau du Laid Trou (bassin de l'Ambève) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage le plus en aval de Lodomé à Stavelot.

c) lieux de contrôle :

1. Le captage du Ri de Rome à Couvin sur le Ri de Rome (bassin de l'Eau Noire) en catégorie A2.
2. Le captage du barrage de Nisramont à Houffalize sur l'Ourthe, en catégorie A2.
3. Le captage du barrage de Robertville à Waimes sur la Warche, en catégorie A2.
4. Le captage du barrage d'Eupen à Eupen sur la Vesdre, en catégorie A2.
5. Le captage du barrage de la Gileppe à Baelen sur la Gileppe (bassin de la Vesdre), en catégorie A2.
6. Le captage de Livarchamps à Bastogne, sur le ruisseau de Mouhet (bassin de la Sûre), en catégorie A2.
7. Le captage de Tailfer (CIBE) en catégorie A2.
8. Le captage du barrage de Lodomé à Stavelot (bassin de l'Ambève) en catégorie A2 et le captage en aval du barrage de Lodomé à Stavelot.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 désignant des zones de protection des eaux de surface.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Annexe 2 : zones d'eaux piscicoles.

a) zones piscicoles salmonicoles :

1. L'Eau Noire et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le Ri de Rome y compris, à Courvin.
2. La Brouffe (bassin du Viroin) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau du Fond de la Cuve y compris, à Couvin.
3. Le Flavion ou Floyon (bassin de la Molinee) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Molinee à Anhée et Onhaye.
4. Le ruisseau des Fonds de Lefte (bassin de la Meuse) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Meuse à Dinant.
5. Le ruisseau de Dave ou de Marcottia (bassin de la Meuse) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Meuse à Namur.
6. Le Biran (bassin de la Lesse) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Lesse à Houyet.
7. Le Burnot et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Meuse à Profondeville.
8. La Chevratte (bassin du Ton) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau de Lauframba y compris, à Meix-devant-Virton.
9. Le ruisseau de Neuve Forge (bassin du Ton) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau du Cron y compris à Virton.
10. Le ruisseau de Rabais (bassin du Ton) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le Ton à Virton.
11. La Rulles et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau de Heinstert non compris, à Habay.
12. Le ruisseau d'Arlune (bassin de la Rules) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Rules à Habay.
13. La Mandebres (bassin de la Rules) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent de la Rules à Habay.
14. Le ruisseau des Aleins (bassin de la Semois) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau de Pont-le-Prêtre non compris, à Bertrix.
15. L'Aisne (bassin de l'Ourthe) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec l'Estinale y compris, à Erezée.
16. Le ruisseau Sainte-Julienne (bassin de la Meuse) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec son affluent le plus en aval y compris, à Blégny.
17. L'Eau d'Eppe (bassin de l'Helpe Majeure) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau d'Ostène y compris, à Sivry-Rance et Chimay.
18. L'Oise (bassin de la Seine) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau des Quatre Frères y compris, à Chimay; ainsi que du confluent avec le ruisseau du Griffon y compris, à Momignies jusqu'à la frontière entre la Région wallonne et la France à Momignies.
19. La Wartoise (bassin de la Seine) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le Ry Mangon y compris, à Chimay; ainsi que du confluent avec le ruisseau du Walrand y compris, à Momignies jusqu'à la frontière entre la Région wallonne et la France à Momignies.
20. La Hantes et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau de la Gratterie y compris, à Froidchapelle.
21. Le Ri des Sinris (bassin de la Biesmelle) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Biesmelle, à Thuin.
22. Le ruisseau d'Hanzinne (bassin de la Sambre) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau des Longues Royes y compris, à Châtelet.
23. La Bieme ou ruisseau de Fosses (bassin de la Sambre) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau de Fond-du-Coupe Gueule y compris, à Aiseau-Prezles et Fosses-la-Ville.
24. Le ruisseau de Mellier et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau de la Grande Fagne y compris, à Légglise.
25. Le ruisseau d'Anlier et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec ruisseau du Courier y compris, à Légglise.

c) zones piscicoles cyprinicoles :

1. Le ruisseau de Boutonville (bassin de l'Eau Blanche) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au pont de la Route Nationale n° 99 Chimay-Couvin, à Chimay.
2. Le ruisseau du Moulin de Souvret (bassin du Piéton) et ses affluents (notamment le ruisseau de Claire Fontaine), de leurs sources au confluent avec le Piéton, à Charleroi.
3. L'ancien canal Charleroi-Bruxelles sur la totalité de ses biefs, entre Senefte et Braine-le-Comte.
4. La Grande Gette et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le ruisseau de la Gadafe y compris, à Perwez.
5. La Jauchette (bassin de la Grande Gette) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Grande Gette, à Ramillies.
6. Le Ghabais (bassin du Train) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent du Train, à Grez-Doiceau et Chaumont-Gistoux.

7. L'Elnon (bassin de la Scarpe) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au passage définitif de la frontière entre la Région wallonne et la France, à Brunehaut,

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 désignant des zones de protection des eaux de surface.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Annexe 3 : zones d'eaux de baignade :

a) zones de protection :

1. L'étang de Rabais à Virton, alimenté par le ruisseau de Rabais (bassin du Ton).
2. La zone d'eaux de baignade de Habay à Habay, alimentée par le ruisseau d'Arlune (bassin de la Rules).
3. Le lac de Robertville à Waimés, alimenté par la Warche.
4. Le lac de Bütgenbach à Bütgenbach et Büllingen, alimenté par la Warche.
5. L'étang de Claire-Fontaine à Chapelle-lez-Herlaimont, alimenté par le ruisseau de Claire-Fontaine (bassin du Piéton).
6. La zone d'eaux de baignade de Renipont à Lasne, alimentée par des sources (bassin de la Lasne).
7. La zone d'eaux de baignade d'Ohain à Lasne, alimentée par des sources (bassin de la Lasne).

b) zones d'amont :

1. Le ruisseau de Rabais (bassin du Ton) et ses affluents, de leurs sources jusqu'à la zone de baignade du lac de Rabais, à Virton.
2. Le ruisseau d'Arlune (bassin de la Rulles) et ses affluents, de leurs sources jusqu'à la zone de baignade de Habay, à Habay.
3. La Warche et ses affluents, de leurs sources jusqu'à la zone de baignade du lac de Robertville, à Waimés.
4. Le ruisseau de Claire-Fontaine (bassin du Piéton) de sa source jusqu'à la zone de baignade de l'étang Claire-Fontaine, à Chapelle-lez-Herlaimont.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 désignant des zones de protection des eaux de surface.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Annexe 4 : zones d'eaux naturelles :

1. L'eau de Ronce (bassin de la Salm) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec le Glain, à Gouvy et Vielsalm.
2. La Vesdre (Weser) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au lac de retenue du barrage d'Eupen non compris, à Raeren.
3. La Helle (Hill) (bassin de la Vesdre) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au confluent avec la Vesdre, à Eupen.
4. La Gileppe (bassin de la Vesdre) et ses affluents, de leurs sources jusqu'au lac de retenue du barrage de la Gileppe non compris, à Jalhay et Baelen.
5. La Roer (Rur) et ses affluents, de leurs sources jusqu'à la frontière.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 désignant des zones de protection des eaux de surface.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1318

25. OKTOBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
zur Bezeichnung von Schutzzonen für das Oberflächenwasser

Aufgrund der Richtlinie Nr. 75/440/EWG vom 16. Juni 1975 über die Qualitätsanforderungen an Oberflächenwasser für die Trinkwassergewinnung in den Mitgliedstaaten, abgeändert durch die Richtlinie Nr. 79/869/EWG des Rates vom 9. Oktober 1979 über die Messmethoden sowie über die Häufigkeit der Probenahmen und der Analyse des Oberflächenwassers für die Trinkwassergewinnung in den Mitgliedsstaaten;

Aufgrund der Richtlinie Nr. 76/160/EWG des Rates vom 8. Dezember 1975 über die Qualität der Badegewässer;

Aufgrund der Richtlinie Nr. 78/659/EWG des Rates vom 18. Juli 1978 über die Qualität von Süßwasser, das schutz- oder verbesserungsbedürftig ist, um das Leben von Fischen zu erhalten;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Februar 1984 zur Festlegung der allgemeinen Immissionsnormen des Schimmwassers;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Februar 1987 zur Festlegung der allgemeinen Immissionsnormen des zum Leben von Fischen schutz- bzw. verbesserungsbedürftigen Süßwassers, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 9. Dezember 1987;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. September 1984 zur Festlegung der allgemeinen Normen, die die Qualitätsziele des für die Aufbereitung von Trinkwasser bestimmten Oberflächenwassers definieren;

Aufgrund des Gutachtens des beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Zwecks Anwendung dieses Erlasses bedeutet:

- 1° "Trinkwasser": wasser, das für den menschlichen Genuss bestimmt ist und über das Netz versorgt wird.
- 2° "Gewinnungsstelle": Wasserentnahmestelle, an der das Oberflächenwasser, das für die Produktion von Trinkwasser bestimmt ist, vor seiner Führung zur Aufbereitungsanlage entnommen wird;
- 3° "Zone von aufbereitem Wasser": Strecke eines Wasserlaufs, an der sich die Gewinnungsstelle befindet;
- 4° "Schwimmwasser": die süßen, fließenden oder stehenden Gewässer, oder Teile derselben, in denen
 - das Baden von den zuständigen Behörden ausdrücklich gestattet wird;
 - das Baden nicht verboten und gewöhnlich von einer größeren Anzahl Badender ausgeübt wird;
- 5° "Schwimmzone": Stelle, an der sich das Schwimmwasser befindet;
- 6° "Salmonidenwasser": Wasser, in dem Fische, die zu Arten wie die Lachse (*Salmo salar*), die Forellen (*Salmo trutta*), die Äschen (*Thymallus thymallus*) und die Renken (*Coregonus*) gehören, leben bzw. leben könnten;
- 7° "Cyprinidenwasser": Wasser, in dem Fische, die zu den Karpfenfischen (*Cyprinidae*) oder zu anderen Arten wie die Hechte (*Esox lucius*), die Barsche (*Perca fluviatilis*) und die Aale (*Anguilla anguilla*) gehören, leben bzw. leben könnten;
- 8° "Fischwasserzone": die Stelle, an der sich das Cypriniden- bzw. Salmonidenwasser befindet;
- 9° "natürliches Wasser": Oberflächenwasser, dessen natürliche Zusammensetzung von der Tätigkeit des Menschen und seiner Haustiere unberührt ist, und das ein oder mehrere besondere chemische bzw. physikalische Merkmale besitzt;
- 10° "natürliche Wasserzone": die Stelle, an der sich das natürliche Wasser befindet;
- 11° "höher gelegene Zone": das Ganze oder den Teil des hydrographischen Netzes oberhalb einer Schutzzone oder einer Gewinnungsstelle;
- 12° "Minister": das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;
- 13° "Dekret": das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung.

Art. 2. Als Schutzzonen im Sinne von Artikel 3, § 1, des Dekrets gelten:

- 1° die Zonen von aufbereitem Wasser, die in der Anlage I zu diesem Erlass angegeben sind;
- 2° die Fischwasserzonen, die in der Anlage II zu diesem Erlass angegeben sind;
- 3° die Schwimmzonen, die in der Anlage III zu diesem Erlass angegeben sind;
- 4° die natürlichen Wasserzonen, die in der Anlage IV zu diesem Erlass angegeben sind.

Art. 3. Wenn die angegebenen Schutzzonen einen Wasserlauf nicht bis zu seiner Quelle umfassen, kann auf diesem Wasserlauf eine höher gelegene Zone bestimmt werden.

Die höher gelegenen Zonen werden je nach der Schutzzone, auf die sie sich beziehen, in den Anlagen I bis IV angegeben.

Art. 4. Die in den in Artikel 2, 1^o, 2^o und 3^o erwähnten Zonen anwendbaren Parameterwerte sind die allgemeinen Immissionsnormen, die jeweils in den Königlichen Erlassen vom 25. September 1984 zur Festlegung der allgemeinen Normen, die die Qualitätsziele des für die Aufbereitung von Trinkwasser bestimmten Oberflächenwassers definieren, vom 17. Februar 1984 zur Festlegung der allgemeinen Immissionsnormen des zum Leben von Fischen schutz- bzw. verbesserungsbedürftigen Süßwassers, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 9. Dezember 1987, und vom 17. Februar 1984 zur Festlegung der allgemeinen Immissionsnormen des Schwimmwassers vorgesehen sind.

Die in den in Artikel 2, 4^o erwähnten Zonen und in den in Artikel 3 erwähnten Zonen anwendbaren Parameterwerte werden vom Minister für jede berücksichtigte Zone festgelegt.

In den Zonen von aufbereitablem Wasser finden die Parameterwerte auf die Gewinnungsstelle Anwendung.

Art. 5. § 1. Der Minister ist zuständig, um die in den Richtlinien 75/440/EWG vom 16. Juni 1975 über die Qualitätsanforderungen an Oberflächenwasser für die Trinkwassergewinnung in den Mitgliedstaaten, abgeändert durch die Richtlinie 79/869/EWG vom 9. Oktober 1979, 76/160/EWG des Rates vom 8. Dezember 1975 über die Qualität der Badegewässer, 78/659/EWG des Rates vom 18. Juli 1978 über die Qualität von Süßwasser, das schutz- oder verbesserungsbedürftig ist, um das Leben von Fischen zu erhalten vorgesehenen Abweichungssysteme anwenden zu lassen.

§ 2. Was die Richtlinie 75/440/EWG vom 16. Juni 1975 über die Qualitätsanforderungen an Oberflächenwasser für die Trinkwassergewinnung in den Mitgliedstaaten, abgeändert durch die Richtlinie 79/869/EWG des Rates vom 9. Oktober 1979, betrifft, sind Abweichungen von der Richtlinie zulässig:

a) bei Überschwemmungen oder Naturkatastrophen;

b) bei bestimmten Parametern, die in Anhang II der Richtlinie 75/440/EWG mit (O) gekennzeichnet sind, wenn aussergewöhnliche meteorologische oder geographische Verhältnisse vorliegen;

c) wenn das Oberflächenwasser eine natürliche Anreicherung mit bestimmten Stoffen über die für die Kategorien A1, A2 und A3 der Tabelle in Anhang II der Richtlinie 75/440/EWG festgelegten Grenzwerte hinaus erfährt;

d) bei Oberflächenwasser von Seen mit geringer Tiefe und praktisch stehendem Wasser für bestimmte in der Tabelle in Anhang II durch ein Sternchen gekennzeichnete Parameter, wobei diese Abweichung nur für Seen mit einer Tiefe von nicht mehr als 20 m gilt, bei denen die Erneuerung des Wassers mehr als ein Jahr in Anspruch nimmt und in die keine Abwässer abfließen.

Unter natürlicher Anreicherung ist der Prozess zu verstehen, durch den ein bestimmtes Wasservolumen ohne Eingriff des Menschen gewisse im Boden enthaltene Stoffe aufnimmt.

Nimmt ein Mitgliedstaat eine Abweichung vor, so teilt er der Kommission dies unverzüglich unter Angabe der Gründe und der Dauer mit.

§ 3. Was die Richtlinie 76/160/EWG des Rates vom 8. Dezember 1975 über die Qualität der Badegewässer, sind Abweichungen von der Richtlinie zulässig:

a) bei bestimmten Parametern, die im Anhang der Richtlinie 76/160/EWG mit (O) gekennzeichnet sind, wenn aussergewöhnliche meteorologische oder geographische Verhältnisse vorliegen;

b) wenn die Badegewässer eine natürliche Anreicherung mit bestimmten Stoffen über die im Anhang festgelegten Grenzwerte hinaus erfahren.

Unter natürlicher Anreicherung ist der Prozess zu verstehen, durch den ein bestimmtes Wasservolumen ohne Eingriff des Menschen gewisse im Boden enthaltene Stoffe aufnimmt.

Nimmt ein Mitgliedstaat eine Abweichung vor, so teilt er der Kommission dies unverzüglich unter Angabe der Gründe und der Dauer mit.

§ 4. Was die Richtlinie 78/659/EWG des Rates vom 18. Juli 1987 über die Qualität von Süßwasser, das schutz- oder verbesserungsbedürftig ist, um das Leben von Fischen zu erhalten, betrifft, sind Abweichungen von der Richtlinie zulässig:

a) bei bestimmten Parametern, die in Anhang I der Richtlinie 78/659/EWG mit (O) gekennzeichnet sind, wenn aussergewöhnliche meteorologische oder besondere geographische Verhältnisse vorliegen;

b) wenn bezeichnete Gewässer eine natürliche Anreicherung mit bestimmten Stoffen über die in Anhang I der Richtlinie 78/659/EWG festgelegten Grenzwerte hinaus erfahren.

Unter natürlicher Anreicherung ist der Prozess zu verstehen, durch den ein bestimmtes Wasservolumen ohne Eingriff des Menschen gewisse im Boden enthaltene Stoffe aufnimmt.

Art. 6. Die Referenzmethoden und die minimalen Zeitabstände zwischen den Probeentnahmen, den Analysen und den Kontrollen bezüglich der Schutzzonen und der höher gelegenen Zonen sind diejenigen, die in den Vorschriften über die allgemeinen Immissionsnormen festgelegt sind, die jeweils in den Königlichen Erlassen vom 25. September 1984 zur Festlegung der allgemeinen Normen, die die Qualitätsziele des für die Aufbereitung von Trinkwasser bestimmten Oberflächenwassers definieren, vom 17. Februar 1984 zur Festlegung der allgemeinen Immissionsnormen des zum Leben von Fischen schutz bzw. verbesserungsbedürftigen Süßwassers, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 9. Dezember 1987, und vom 17. Februar 1984 zur Festlegung der allgemeinen Immissionsnormen des Schwimmwassers.

Mangels Methoden in den Vorschriften über die allgemeinen Immissionsnormen darf der Minister eine Methode bestimmen.

Art. 7. Die Gesellschaften für die Aufbereitung von Trinkwasser teilen der Abteilung für Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region jedes Jahr, und zwar vor dem 30. April, das Ergebnis der Messungen der Qualität des entnommenen Oberflächenwassers mit.

Art. 8. Der Erlass vom 20. Juli 1989 zur Bezeichnung von Schutzzonen für das Oberflächenwasser wird aufgehoben.

Art. 9. Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Oktober 1990

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

A. VANDER BIEST

Anlage I: Zonen von aufbereitablem Wasser:

a) Höher gelegene Zone:

Die Maas von der französischen Grenze aus bis zur Schleuse Nr. 7 von Rivièrè.

b) Zonen von aufbereitablem Wasser:

1. Der Ry de Rome (Becken der Eau Noire) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Entnahmestelle des Ry de Rome in Couvin
2. Die Ourthe und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Entnahmestelle des Staudamms von Nisramont in Houffalize
3. Die Warche und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Entnahmestelle des Staudamms von Robertville in Waimes
4. Die Weser und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Entnahmestelle des Eupener Staudamms in Eupen
5. Die Gileppe (Weserbecken) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Entnahmestelle des Staudamms der Gileppe in Baelen
6. Der Bach von Mouhet (Becken der Sûre) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Entnahmestelle von Livarchamp in Bastogne
7. Die Maas, von der Schleuse Nr. 7 von Rivièrè aus bis zur Entnahmestelle von Wasser der Maas in Tailfer
8. Der Bach von Laid Trou (Amelbecken) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur am meisten unten von Lodomé gelegenen Entnahmestelle in Stavelot.

c) Kontrollestellen:

1. Die Entnahmestelle des Ry de Rome in Couvin an den Ry de Rome (Becken der Eau Noire) in der Kategorie A2
2. Die Entnahmestelle des Staudamms von Nisramont in Houffalize an der Ourthe, in der Kategorie A2
3. Die Entnahmestelle des Staudamms von Robertville in Waimes an der Warche, in der Kategorie A2
4. Die Entnahmestelle des Eupener Staudamms in Eupen an der Weser, in der Kategorie A2
5. Die Entnahmestelle des Staudamms der Gileppe in Baelen an der Gileppe (Weserbecken), in der Kategorie A2
6. Die Entnahmestelle von Livarchamps in Bastogne, an dem Bach von Mouhet (Becken der Sûre), in der Kategorie A2
7. Die Entnahmestelle von Tailfer (CIBE), in der Kategorie A2
8. Die Entnahmestelle des Staudamms von Lodomé in Stavelot (Amelbecken), in der Kategorie A2 und die Entnahmestelle unterhalb des Staudamms von Lodomé in Stavelot.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Bezeichnung von Schutzzonen für das Oberflächenwasser beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

A. VANDER BIEST

Anlage 2: Fischwasserzonen:

a) Salmonidenwasserzonen:

1. Die Eau Noire und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Ry de Rome in Couvin
2. Die Brouffe (Becken des Viroin) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "du Fond de la Cuve" in Couvin
3. Der Flavion oder Floyon (Becken der Molinee) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Molinee in Anhée und Onhaye
4. Der Bach "des Fonds de Leffe" (Maasbecken) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Maas in Dinant

5. Der Bach von Dave oder von Marcottia (Maasbecken) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Maas in Namur

6. Der Biran (Becken der Lesse) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Lesse in Houyet

7. Der Burnot und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Maas in Profondeville

8. Die Chevratte (Becken des Ton) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach von Lauframba in Meix-devant-Virton

9. Der Bach von Neuve Forge (Becken des Ton) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "du Cron" in Virton

10. Der Bach von Rabais (Becken des Ton) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit dem Ton in Virton

11. Die Rule und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss, dieser davon ausgenommen, mit dem Bach von Heinstert in Habay

12. Der Bach "d'Arlune" (Becken der Rule) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Rule in Habay

13. Die Mandebras (Becken der Rule) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Rule in Habay

14. Der Bach "des Aleines" (Becken der Semois) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss, dieser davon ausgenommen, mit dem Bach von Pont-le-Prêtre in Bertrix

15. Die Aine (Becken der Ourthe) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "de l'Estinale" in Erezée

16. Der Bach von Sainte-Julienne (Maasbecken) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit seinem am meisten unten gelegenen Zufluss in Biégny

17. Die Eau d'Eppe (Becken der Helpe Majeure) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "d'Ostène" in Sivry-Rance und Chimay

18. Die Oise (Becken der Seine) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "des Quatre Frères" in Chimay; sowie vom Zusammenfluss, dieser eingeschlossen, mit dem Bach "du Griffon" in Momignies bis zur Grenze zwischen der Wallonischen Region und Frankreich in Momignies

19. Die Wartoise (Becken der Seine) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Ri Mangon in Chimay; sowie vom Zusammenfluss, dieser eingeschlossen, mit dem Bach Wiärand in Momignies bis zur Grenze zwischen der Wallonischen Region und Frankreich in Momignies

20. Die Hante und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "de la Gratterie" in Froidchapelle

21. Der Ri de Sinri (Becken der Biesmelle) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Biesmelle in Thuin

22. Der Bach von Hanzinne (Becken der Sambre) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "des Longues Royes" in Châtelet

23. Die Bieme oder Bach von Fosses (Becken der Sambre) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "de Fond-du-Coupe Gueule" in Aiseau-Prezles und Fosses-la-Ville

24. Der Bach von Mellier und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach der Grande Fagne in Léglise

25. Der Bach von Anlier und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach "du Courrier" in Léglise

b) Cyprinidenwasserzonen :

1. Der Bach von Boutonville (Becken der Eau Blanche) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Brücke der Nationalstrasse Nr. 99 Chimay-Couvin in Chimay

2. Der Bach "du Moulin de Souvret" (Becken des Piéton) und seine Zuflüsse (insbesondere der Bach von Claire Fontaine), von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit dem Piéton in Charleroi

3. Der ehemalige Kanal Charleroi-Bruxelles über alle seine Schleusenhaltungen zwischen Seneffe und Braine-le-Comte

4. Die Grande Gette und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis einschliesslich zum Zusammenfluss mit dem Bach der Gadafe in Perwez

5. Die Jauchelette (Becken der Grande Gette) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Grande Gette in Ramillies

6. Der Glabais (Becken des Train) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit dem Train in Grez-Doiceau und Chaumont-Gistoux

7. Der Elnon (Becken der Scarpe) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum endgültigen Grenzübertritt zwischen der Wallonischen Region und Frankreich in Brunehaut

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Bezeichnung von Schutzzonen für das Oberflächenwasser.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN DER BIEST

Anlage 3 : Schwimmzonen :

a) Schutzzonen :

1. Der Teich von Rabais in Virton, versorgt über den Bach von Rabais (Becken des Ton)
2. Die Schwimmzone von Habay in Habay, versorgt über den Bach "d'Arlune" (Becken der Rule)
3. Der See von Robertville in Waimès, versorgt über die Warche
4. Der Bütgenbacher See in Bütgenbach und Büllingen, versorgt über die Warche
5. Der Teich von Claire-Fontaine in Chapelle-lez-Herlaimont, versorgt über den Bach von Claire-Fontaine (Becken des Piéton)
6. Die Schwimmzone von Renipont in Lasnes, versorgt über Quellen (Becken der Lasne)
7. Die Schwimmzone von Ohain in Lasnes, versorgt über Quellen (Becken der Lasnes)

b) Höher gelegene Zonen :

1. Der Bach von Rabais (Becken des Ton) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Schwimmzone des Sees von Rabais in Virton
2. Der Bach "d'Arlune" (Becken der Rule) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Schwimmzone von Habay in Habay
3. Die Warche und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Schwimmzone des Sees von Robertville in Waimès
4. Der Bach von Claire-Fontaine (Becken des Piéton), von seiner Quelle aus bis zur Schwimmzone des Teiches von Claire-Fontaine in Chapelle-lez-Herlaimont

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. oktober 1990 zur Bezeichnung von Schutzzonen für das Oberflächenwasser.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN DER BIEST

Anlage 4 : Natürliche Wasserzonen :

1. Das Wasser von Ronce (Becken der Salm) und seine Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit dem Glain in Gouvy und Vielsalm
2. Die Weser und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Stausee, dieser davon ausgenommen, des Eupener Staudamms in Raeren
3. Die Hill (Becken der Weser) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Zusammenfluss mit der Weser in Eupen
4. Die Gileppe (Becken der Weser) und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zum Stausee, dieser davon ausgenommen, des Staudamms der Gileppe in Jalhay und Baelen
5. Die Rur und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen aus bis zur Grenze

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Bezeichnung von Schutzzonen für das Oberflächenwasser.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,
den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN DER BIEST

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 1318

25 OKTOBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de richtlijn 75/440/EEG van 16 juni 1975 betreffende de vereiste kwaliteit van het oppervlaktewater dat bestemd is voor de productie van drinkwater in de Lid-Staten, gewijzigd bij de richtlijn 79/869/EEG van de Raad van 9 oktober 1979 betreffende de meetmethodes en frequentie van de bemonsteringen en de analyse van het oppervlaktewater bestemd voor de productie van drinkwater in de Lid-Staten;

Gelet op de richtlijn 76/160/EEG van de Raad van 8 december 1975 betreffende de kwaliteit van het zwemwater;

Gelet op de richtlijn 78/659/EEG van de Raad van 18 juli 1978 betreffende de kwaliteit van zoet water dat bescherming of verbetering behoeft ten einde geschikt te zijn voor het leven van vissen;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 1984 tot vaststelling van de algemene immissienormen waaraan het zwemwater dient te voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 1984 tot vaststelling van de immissienormen voor de kwaliteit van zoet water dat bescherming of verbetering behoeft ten einde geschikt te zijn voor het leven van vissen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 december 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1984 tot vaststelling van de algemene normen die de kwaliteitsobjectieven bepalen van zoet oppervlaktewater dat bestemd is voor de productie van drinkwater;

Gelet op het advies van de Adviescommissie van Oppervlaktewater;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "drinkwater" : oppervlaktewater bestemd voor menselijk gebruik en geleverd door middel van een waterleidingsnet.

2° "winplaats" : de plaats waar het oppervlaktewater bestemd voor de productie van drinkwater, voor de zuiveringsbehandeling, wordt onttrokken.

3° "zone van water dat tot drinkwater kan worden verwerkt" : het waterloopgedeelte waar de winplaats zich bevindt.

4° "zwemwater" : alle wateren of delen van die wateren, te weten stromende of stilstaande zoete wateren waarin het baden :

- door de bevoegde instanties uitdrukkelijk is toegestaan dan wel;

- niet verboden is en gewoonlijk door een groot aantal baders wordt beoefend;

5° "badzone" : de plaats waar zwemwater zich bevindt;

6° "water voor zalmachtigen" : water waarin vissoorten zoals zalm (*Salmo salar*), forel (*Salmo trutta*), vlagzalm (*Thymallus thymallus*) en coregonidae (*Coregonus*) leven of zouden kunnen leven;

7° "water voor karperachtigen" : water waarin karperachtigen (*Cyprinidae*) of andere vissoorten zoals snoek (*Exos lucius*), baars (*Perca fluviatilis*) en paling (*Anguilla anguilla*) leven of zouden kunnen leven;

8° "viswater-zone" : zone waarin water voor zalmachtigen en water voor karperachtigen zich bevinden;

9° "natuurlijk water" : oppervlaktewater waarvan de natuurlijke samenstelling door de activiteiten van de mens niet wordt aangetast en dat één of verschillende bijzondere chemische of fysische kenmerken tonen;

10° "natuurlijk water-zone" : zone waarin natuurlijk water zich bevindt;

11° "stroomopwaartse zone" : deel van het hydrografische net dat stroomopwaarts een beschermingszone of een winningsplaats is gelegen;

12° "Minister" : het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het water behoort;

13° "Decreet" : het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

Art. 2 Geïden, in de zin van artikel 3, § 1, van het decreet, als beschermingszones :

1° de in bijlage I van dit besluit aangewezen zones van water dat tot drinkwater kan worden verwerkt;

2° de in bijlage II van dit besluit aangegeven viswater-zones;

3° de in bijlage III van dit besluit aangegeven badzones;

4° de in bijlage IV van dit besluit aangegeven natuurlijk water-zones.

Art. 3 Wanneer de aangewezen beschermingszones een waterloop tot de bron ervan niet omvatten, kan een stroomopwaartse zone op die waterloop worden gevestigd.

De stroomopwaartse zones worden aangegeven in de bijlagen I tot IV volgens de beschermingszone waarop zij betrekking hebben.

Art. 4 De waarden van de parameters die in de in artikel 2, 1°, 2° en 3° bedoelde zones van toepassing zijn, zijn de algemene immissienormen die respectievelijk voorzien zijn in de koninklijke besluiten van 25 september 1984 tot vaststelling van de algemene normen die de kwaliteitsobjectieven bepalen van zoet oppervlaktewater dat bestemd is voor de produktie van drinkwater, van 17 februari 1984 tot vaststelling van de immissienormen voor de kwaliteit van zoet water dat bescherming of verbetering behoeft ten einde geschikt te zijn voor het leven van vissen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 december 1987, van 17 februari 1984 tot vaststelling van de algemene immissienormen waaraan het zwemwater dient te voldoen.

De waarden van de parameters die in de in artikel 2, 4° en in artikel 3 bedoelde zones van toepassing zijn, worden vastgesteld voor iedere betrokken zone door de Minister.

Binnen de zones van water dat tot drinkwater kan worden verwerkt, zijn de waarden van de parameters van toepassing op de winningsplaats.

Art. 5 § 1. De Minister is bevoegd om de afwijkingsstelsels voorzien in de richtlijnen 75/440 EEG van 16 juni 1975 betreffende de vereiste kwaliteit van het oppervlaktewater dat bestemd is voor de produktie van drinkwater in de Lid-Staten, gewijzigd bij de richtlijn 79/869/EEG van de Raad van 9 oktober 1979, 76/160/EEG van de Raad van 8 december 1975 betreffende de kwaliteit van het zwemwater, 78/659/EEG van de Raad van 18 juli 1978 betreffende de kwaliteit van zoet water dat bescherming of verbetering behoeft ten einde geschikt te zijn voor het leven van vissen, te laten toepassen.

§ 2. Voor wat betreft de richtlijn 75/440/EEG van 16 juni 1975 betreffende de vereiste kwaliteit van het oppervlaktewater dat bestemd is voor de produktie van drinkwater in de Lid-Staten, gewijzigd bij de richtlijn 79/869/EEG van de Raad van 9 oktober 1979 betreft, mag wordt afgeweken in de volgende gevallen :

a) bij bepaalde parameters die in bijlage I van de richtlijn 78/659/EEG met (0) zijn aangeduid wegens uitzonderlijke geografische of weersomstandigheden;

b) indien het aangewezen oppervlaktewater een natuurlijke verrijking met bepaalde stoffen ondergaat die aanleiding zou geven tot een overschrijding van de in bijlage I van de richtlijn 78/659/EEG vastgestelde grenswaarden.

Onder natuurlijke verrijking wordt het proces verstaan waarbij een bepaalde hoeveelheid water zonder ingrijpen van de mens bepaalde stoffen die in de bodem voorkomen hieruit opneemt.

Art 6 De referentie-meetmethoden en de minimumfrequenties van bemonstering, analyse en inspectie met betrekking tot de beschermingszones en tot de stroomopwaartse zones zijn die vastgesteld in het reglement inzake algemene immissienormen die respectievelijk voorzien zijn in de koninklijke besluiten van 25 september 1984 tot vaststelling van de algemene normen die de kwaliteitsobjectieven bepalen van zoet oppervlaktewater dat bestemd is voor de produktie van drinkwater, van 17 februari 1984 tot vaststelling van de immissienormen voor de kwaliteit van zoet water dat bescherming of verbetering behoeft ten einde geschikt te zijn voor het leven van vissen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 december 1987, van 17 februari 1984 tot vaststelling van de algemene immissienormen waaraan het zwemwater dient te voldoen.

Bij gebreke aan de in het reglement inzake algemene immissienormen bepaalde methoden, kan de Minister een methode vaststellen.

Art. 7. De maatschappijen belast met de produktie van drinkwater delen ieder jaar voor 30 april aan de Afdeling Water van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu mede het resultaat van de analyses over de kwaliteit van het genomen oppervlaktewater.

Art. 8. Het besluit van 20 juli 1989 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater wordt opgeheven.

Art. 9 Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt .

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 oktober 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

Bijlage I : Zones van water dat tot drinkwater kan worden verwerkt :

a) Stroomopwaartse zone :

De Maas vanaf de Franse grens tot de sluis nr. 7 van Rivière.

b) Zones van water dat tot drinkwater kan worden verwerkt :

1. De Ry de Rome (stroomgebied van het Zwarte Water) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot het winnen van de Ry de Rome te Couvin;

2. De Ourthe en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot het winnen van de stuwdam van Nisramont te Houffalize;

3. De Warche en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot het winnen van de stuwdam van Robertville te Weismes;
4. De Vesdër en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot het winnen van de stuwdam van Eupen te Eupen;
5. De Gileppe (stroomgebied van de Vesder) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot het winnen van de stuwdam van de Gileppe te Baelen;
6. De beek van Mouhet (stroomgebied van de Sûre) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot het winnen van Livarchamp te Bastenaken.
7. De Maas vanaf de sluis nr. 7 tot de winplaats van het water van de Maas te Tailfer.
8. De beek van Laid Trou (stroomgebied van de Amblève) en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot de stroomafwaarts gelegen winplaats te Stavelot.

b) Controleplaatsen :

1. Het winnen van de Ry de Rome te Couvin op de Ry de Rome (stroomgebied van het Zwarte Water) in de categorie A2;
2. Het winnen van de stuwdam van Nisramont te Houffalize op de Ourthe in de categorie A2;
3. Het winnen van de stuwdam van Robertville te Weismes op de Warche in de categorie A2;
4. Het winnen van de stuwdam van Eupen te Eupen op de Vesder in de categorie A2;
5. Het winnen van de stuwdam van de Gileppe te Baelen op de Gileppe (stroomgebied van de Vesder) in de categorie A2;
6. Het winnen van Livarchamp te Bastenaken op de beek van Mouhet (stroomgebied van de Vesdër) in de categorie A2.
7. De winplaats van Tailfer (CIBE) in de categorie A2.
8. De winplaats van de stuwdam van Lodom te Stavelot (stroomgebied van de Amblève) in de categorie A2 en de winplaats stroomafwaarts gelegen van de stuwdam van Lodomé te Stavelot.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

Bijlage 2 : Viswaterzones :

a) Viswaterzone voor zalmachtigen :

1. Het Zwarte Water en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de Ry de Rome te Couvin;
2. De Brouffe (stroomgebied van de Viroin) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van de Fond de la Cuve te Couvin;
3. De Flavion (stroomgebied van de Molinee) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Molinee te Anhée en Onhaye;
4. De beek van de Fonds de Leffe (stroomgebied van de Maas) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Maas te Dinant;
5. De beek van Dave (stroomgebied van de Maas) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Maas te Namen;
6. De Biran (stroomgebied van de Lesse) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Lesse te Houyet;
7. De Burnot en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Maas te Profondeville;
8. De Chevratte (stroomgebied van de Ton) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van Lauframba te Meix-devant-Virton;
9. De beek van Neuve Forge (stroomgebied van de Ton) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van de Cron te Virton;
10. De beek van Rabais (stroomgebied van de Ton) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Ton te Virton;
11. De Rulles en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot juist voor de samenvloeiing met de beek van Heinstert te Habay;
12. De beek van de Arlune (stroomgebied van de Rulles) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Rulles te Habay;
13. De Mandébras (stroomgebied van de Rulles) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Rulles te Habay;

14. De beek van de Aleines (stroomgebied van de Semois) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot juist voor de samenvloeiing met de beek van de Pont-le-Prête te Bertrix;

15. De Aisne (stroomgebied van de Ourthe) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de Estinale te Erezee;

16. De beek van Sainte-Julienne (stroomgebied van de Maas) en de bijrivieren ervan tot en met de samenvloeiing met haar meeste stroomafwaartse bijrivier te Blégny;

17. De Eau d'Eppe (stroomgebied van de Helpe Majeure) en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van Ostène te Sivry-Rance en Chimay;

18. De Oise (stroomgebied van de Seine) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van de Quatre Freres te Chimays; alsmede vanaf en met de samenvloeiing met de beek van Griffon te Momignies tot de grens tussen het Waalse Gewest en Frankrijk te Momignies;

19. De Wartoise (stroomgebied van de Seine) en de bijrivieren ervan tot en met de samenvloeiing met de Ry Mangon te Chimay; alsmede vanaf en met de samenvloeiing met de beek van Walrand te Momignies tot de grens tussen het Waalse Gewest en Frankrijk te Momignies;

20. De Hante en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van de Gratterie te Froidchapelle;

21. De Ri des Sinri (stroomgebied van de Biesmelle) en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Biesmelle te Thuin;

22. De beek van Hanzinne (stroomgebied van de Samber) en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van de Longues Royes te Châtelet;

23. De Biesme of de beek van Fosses (stroomgebied van de Samber) en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van Fond-du-Coupe Gueule te Aiseau-Presles en Fosses-la-Ville;

24. De beek van Mellier en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van de Grande Fagne te Légglise;

25. De beek van Anlier en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de beek van Courier te Légglise;

b) In viswaterzone voor karperachtigen :

1. De beek van Boutonville (stroomgebied van de Eau Blanche) en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot de brug van de rijksweg nr. 99 Chimay-Couvin te Chimay;

2. De beek van de Moulin de Souvret (stroomgebied van de Piéton) en de bijrivieren ervan (met name de beek van Claire-Fontaine), vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Piéton te Charleroi;

3. De vroegere kanaal Charleroi-Brussel over alle zijn panden tussen Seneffe en s'Gravenbrakel;

4. De Grote Gete en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot en met de samenvloeiing met de Gadave te Perwijs;

5. De Jauchelette (stroomgebied van het Grote Gete) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met het Grote Gete te Perwijs;

6. De Glabais (stroomgebied van de Train) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Train te Grez-Doiceau en Chaumont-Gistoux;

7. De Elnon (stroomgebied van de Scarpe) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de definitieve overgang van de grens tussen het Waalse Gewest en Frankrijk te Brunehaut.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidierde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

Bijlage 3 : Badzones :

a) Beschermingszones :

1. De vijver van Rabais te Virton voorzien door de beek van Rabais (stroomgebied van de Ton);

2. De badezone van Habay te Habay voorzien door de beek van de Arlune (stroomgebied van de Rulles);

3. Het meer van Robertville te Weismes voorzien door de Warche;

4. Het meer van Bütgenbach te Bütgenbach voorzien door de Warche;

5. Het meer van Claire-Fontaine te Chapelle-lez-Herlaimont voorzien door de beek van Claire-Fontaine (stroomgebied van de Piéton);

6. De badzone van Renipont te Lasne voorzien door bronnen (stroomgebied van de Lasne);

7. De badzone van Ohain te Lasne voorzien door bronnen (stroomgebied van de Lasne).

b) Stroomopwaartse zones :

1. De beek van Rabais (stroomgebied van de Ton) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de badzone van het meer van Rabais te Virton;
2. De beek van de Arlune (stroomgebied van de Rulles) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de badzone van Habay te Habay;
3. De Warche en de bijrivieren ervan, vanaf de badzone van het meer van Robertville te Waimès;
4. De beek van Claire-Fontaine (stroomgebied van de Piéton) vanaf zijn bron tot de badzone van het meer van Claire-Fontaine te Chapelle-lez-Herlaimont.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen,
Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

Bijlage 4 : Zones van natuurlijk water :

1. De beek de Ronce (stroomgebied van de Salm) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Glain te Gouvy en Vielsalm;
2. De Vesder (Weser) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot juist voor het meer van de stuwdam van Eupen te Raeren;
3. De Helle (Hill) (stroomgebied van de Vesder) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Vesder te Eupen;
4. De Gileppe (stroomgebied van de Vesder) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot juist voor het meer van de stuwdam van de Gileppe te Jalhay en Baelen;
5. De Roer (Rur) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de grèns.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

F. 91 — 1319

**15 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité**

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'article 200 du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par l'arrêté royal n° 63 du 28 novembre 1939 et par la loi du 14 août 1947;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment l'article 41, § 2, et les articles 57 et 59, § 3, modifiés par le décret du 27 avril 1989;

Vu les articles 192 à 195 du même Code, modifiés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1985;

Vu les articles 218 et 318 du même Code;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 192, 3^o, f, alinéa 1^{er} du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, les mots « sans préjudice du respect de la réglementation générale sur l'affichage et la publicité, et » sont supprimés.

Art. 2. A l'article 193, 11^o du même Code, les mots « supports de publicité ou d'affichage » sont remplacés par les mots « enseignes et dispositifs de publicité ».